L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 9 JUILLET 1871. — 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 9 JUILLET.

VENTES À L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à 5 heures P. M., rue Bolivar, entre Perdido et Poydras—Cinq wagons.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, "notions" et lingerie.

Par Stern Bros, au No 16 de la rue de Chartres—Bottes, Souliers et Brodequins.

Par Placide J. Spear, sur l'habitation Lossone, [illegible]—Meubles, chevaux, [illegible].

Par Darbès & Jourdan, au magasin de J. Wollerstein, rue du Canal—marchandises sèches.

ATTENTION!

Le shérif procédera demain à 5 heures P. M., sur les lieux, rue Bolivar, entre celles Perdido et Poydras, Premier District, à la vente publique et à l'adjudication de cinq wagons. Voir aux annonces.

ATTENTION!

Aux Entrepreneurs, Constructeurs et autres personnes qui ont l'intention de bâtir.—Votre attention est appelée sur l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy, ayant pour titre: A tous les intéressés en bâtisses.

Faites imprimer vos [illegible] au "Pelican Printing Office", au coin des rues Camp et Poydras.

Les Élections en France.

Le journal parisien *Le Soir*, dirigé par Edmond About, sollicité de se joindre à l'union parisienne de la presse, composée de 18 journaux conservateurs et ayant pour objet de soutenir des candidats "dont le passé et les déclarations offriraient de sérieuses garanties à la paix publique," s'y est refusé en expliquant comme suit sa ligne politique:

"Que disons-nous en effet depuis le mois de février? Nous soutenons la nécessité de réparer la maison française avant de songer à lui donner une enseigne. Nous disons chaque jour que l'état provisoire dans lequel nous vivons est encore, bien que précaire, le plus propre à favoriser l'œuvre de reconstruction et de réorganisation. Nous répétons sans relâche que si les Français avaient le sentiment exact de leurs devoirs vis-à-vis d'eux-mêmes, ils oublieraient pour un temps leurs préférences gouvernementales, et ne s'occuperaient qu'à réparer les désastres du pays.

Aussi avons-nous vu avec une profonde douleur les impatiences de la gauche et de la droite soulever des questions inopportunes, et avons-nous blâmé des agissements ayant pour résultat de donner aux élections complémentaires un caractère constituant.

Mais le mal une fois fait, il nous a paru nécessaire de ne pas contribuer à le rendre plus grand, et il nous a semblé que le devoir des hommes modérés consistait à se placer entre les deux affirmations extrêmes pour rallier sur un terrain commun le parti de l'ordre, le parti français.

Ces idées, qui sont en grande partie conformes à celles que nous avons exposées dans l'*Abeille* depuis la nomination de M. Thiers comme chef du pouvoir exécutif, paraissent avoir été également celles qui ont prévalu sur la majorité des électeurs appelés à prendre part au scrutin du 2 juillet.

C'est du moins ainsi qu'en l'absence de renseignements circonstanciés nous devons apprécier le triomphe de ceux que le télégraphe appelle des républicains modérés, mais qui sont bien plutôt des partisans de la prolongation du statu quo et de l'ajournement de la question constitutionnelle.

L'Union parisienne de la presse composée de 18 journaux monarchiques ou impérialistes, a réussi à faire élire à Paris quinze de ses candidats sur vingt et un, cependant, le télégraphe nous dit que deux royalistes seulement ont été élus à Paris. Il y a là contradiction évidente, et nous croyons qu'il conviendrait mieux de dire que Paris a élu deux partisans d'une restauration monarchique immédiate et quinze royalistes modérés disposés à ajourner la restauration.

Il en est de même dans la Seine-Inférieure où deux listes se trouvaient en présence: celle de Gambetta qui a été battue, et celle de MM. Raoul Duval, Nétien, Vauquier du Traversain, etc. Si c'est, comme nous le croyons, cette dernière qui a été élue, il faut reconnaître que l'élection a un sens tout-à-fait anti-républicain d'après ce que nous connaissons du passé des candidats.

Les seuls députés qui viendront renforcer la gauche sont les 14 élus que le télégraphe appelle des radicaux, MM. Gambetta, Testelin et autres.

Une dépêche de Paris du 4 que nous trouvons dans les journaux de l'Ouest, dit qu'il y a 20 Bonapartistes et 14 légitimistes élus: en ajoutant les 14 radicaux cela fait 42 sur 114, ce qui laisse 72 députés sans nuance tranchée, partisans de M. Thiers et décidés à le soutenir jusqu'à ce que les circonstances les forcent à se prononcer entre la monarchie et la république.

Cet élément conservateur et modéré fortifiera certainement la position de M. Thiers. La majorité royaliste de l'Assemblée devra tenir compte du sentiment public, exprimé par le scrutin du 2 juillet, et elle mettra un frein à ses impatiences.

Mais l'élection récente est loin d'avoir déplacé la majorité dans l'Assemblée. Sur [illegible] députés il n'y avait que 114 vacances, et sur les 638 députés siégeant la gauche républicaine réunie n'a jamais pu donner que 118 voix, ce qui laisse 518 royalistes ou impérialistes.

Dans la séance du 8 juin, il y avait 587 votants sur le rappel des lois de proscription contre les Bourbons, et le résultat a été celui-ci: 484 voix pour le rappel et 103 contre.

En admettant que sur certaines questions les 80 députés nouveaux, dits républicains modérés, se joignent à la gauche, cette réunion ne donnerait qu'environ 200 voix sur 750.

Si donc l'élection a son importance au point de vue de la prolongation du régime provisoire, elle est loin de signifier le triomphe définitif de la forme républicaine. M. Thiers ne pourra gouverner qu'avec l'appui de la majorité royaliste. S'il est sincère dans son désir d'établir la république, et si les républicains de la veille sont sages, il pourra gagner de nombreux adhérents à la forme républicaine. Mais pour convertir la majorité des électeurs à la république, il faut non-seulement du tact et de la prudence, mais encore beaucoup de temps, et c'est peut-être le temps qui manquera à M. Thiers.

LA CANDIDATURE DE VICTOR HUGO À PARIS.—Une dépêche de Paris, du 5 juillet, nous annonce que Victor Hugo a obtenu, à Paris, dans l'élection du 2 juillet, 57,000 voix. Il n'a pas été élu, mais ce chiffre indique qu'il y a encore à Paris 57,000 électeurs qui manquent complètement de bon sens.

LES ÉLECTIONS DANS LA GIRONDE.—Nous lisons dans la *France*:

Gironde. La liste définitive du parti ultra-démocratique proposée par la *Tribune*, se compose de MM. Fourcand, maire de Bordeaux, Antoine Larrieu, ancien député de la Gironde, Léon Gambetta et Simiot, adjoint.

Le télégraphe nous ayant annoncé que la Gironde avait élu des républicains modérés, nous devons considérer que les candidats ci-dessus désignés ont été battus. Gambetta élu à Paris et à Marseille, a été battu dans la Seine-Inférieure, la Gironde et l'Hérault.

Le Rév. M. Bissey, de l'Église Protestante Épiscopale, célébrera un service divin en français, à l'École Supérieure Centrale de la rue Bourgogne, No. 30, dimanche matin, 9 du courant, à 11 heures, et à cette heure chaque dimanche suivant.

Ne vous laissez pas prendre au dépourvu. Si vous restez en ville, ayez chez vous un flacon des AMERS PEYCHAUD; si vous allez à la campagne, procurez-vous-en; si vous voyagez en chemin de fer, portez-en.

Les éloges donnés aux effets salutaires du Baume Pectoral aux Navets Indiens de Laplace sont unanimes; nous nous réjouissons du succès d'une préparation faite parmi nous. On la vend dans les principales pharmacies.

PRENEZ GARDE AUX FIÈVRES.—En été, l'abus des boissons glacées ou des fruits, en débilitant les organes de la digestion, prédisposent le système aux fièvres; or, on recommande comme un excellent préservatif l'emploi quotidien des Amers du Guaco Wanata à cause de leurs propriétés spécifiques.

ASSESSMENT NOS 61 ET 62.—Voyez la colonne des notices spéciales. Mort de R. H. Wetmore et Jno. Kennedy, payable au bureau de l'Association d'Assistance Mutuelle et de Bienfaisance de la Louisiane pour la Vie, No 120, rue Carondelet.

L'ouverture de "Robespierre" aura lieu ce soir, au café Bismarck.

LE DISCOURS DU GÉNÉRAL TROCHU.

Nous publions aujourd'hui à la seconde page la fin du discours du général Trochu sur le siége de Paris, discours que nous avons commencé à publier vendredi. Nous publierons mardi, la fin de cette séance, avec les réponses de M. Louis Blanc et du général Chanzy.

LES CALOMNIES.

On lit dans le *Journal officiel*:

Depuis le commencement de la guerre, une partie de la presse anglaise s'est fait remarquer par une violence systématique contre la France. Aucune attaque, aucune injure, aucune calomnie ne nous ont été épargnées, et l'exagération de ces odieux procédés a été poussée si loin, qu'il a été facile de deviner la source vénale où les tristes écrivains de ces feuilles stipendiées puisaient leurs inspirations.

Après la signature de la paix, cette rage ne s'est pas calmée. Elle s'est tournée contre le gouvernement de Versailles, et, sans aller jusqu'à se faire les apologistes de la Commune, les journaux auxquels nous faisons allusion ont excusé ses crimes pour accabler nos soldats de leurs plates et criminelles invectives.

Le mot d'ordre a été pour eux l'accusation d'exécutions sommaires qui s'accompliraient ouvertement, et provoqueraient ainsi, par leur scandale, l'indignation des gens de bien.

Ce qui doit l'exciter au plus haut degré, c'est l'audace inouïe des spéculateurs de haine et de mensonge, qui osent imprimer qu'à l'heure où nous écrivons, on fusille les prisonniers à Versailles, on assomme les femmes sur la place Vendôme, après les avoir déshonorées. C'est cependant à ces misérables calomnies que descendent certaines feuilles anglaises. Nous leur infligeons la punition de les faire connaître à la face de l'Europe. Il y a là, à nos yeux, quelque chose de plus monstrueux peut-être que le crime le plus sauvage, c'est la froide et lâche perversité d'écrivains qui, pour gagner un honteux salaire, se font les éditeurs d'infâmes inventions contre un gouvernement allié et qui osent souiller leur plume par les lignes que nous empruntons au *Morning-Post* du 12 juin.

A l'éditeur du *Morning Post*.

PROTESTATION.

Monsieur,

Nous lisons aujourd'hui qu'une nouvelle boucherie a eu lieu à Versailles; 150 hommes ont été massacrés (*have been butchered*). Je désirerais savoir enfin si notre horreur du meurtre a deux poids et deux mesures. Le meurtre cesse-t-il d'être infâme, lorsque les meurtriers sont du parti de l'ordre et non de la Commune! Lorsqu'ils assassinent au nom de la religion, sont-ils plus justifiables qu'en se drapant dans l'athéisme?

Sans doute, le parti de l'ordre a raison de traiter d'assassins et d'incendiaires les gens de la Commune; est-ce une raison pour lui de continuer à faire un métier de boucherie? Tel est cependant le fanatisme que la guerre civile a soufflé dans les esprits.

Les communeux ont massacré soixante-quatre otages; c'est vrai; ils se sont conduits en bêtes fauves, on les traite en bêtes fauves. Cependant, cet abominable crime, les communeux ne s'en sont rendus coupables que sous la pression des êtres désespérés entre les mains desquels était tombé le pouvoir; et ces hommes eux-mêmes étaient enveloppés d'un cercle de flammes et de plomb.

Mais que dire des infamies commises par l'autre camp? On vient d'exécuter trente femmes après les avoir publiquement outragées (*disgraced*), en pleine place Vendôme. En même temps, une lettre nous informe qu'un convoi de vingt à trente filles, bien mises, des ouvrières d'un établissement de couture, était amené dirigé sur la place Vendôme pour y être aussi fusillé et peut-être aussi outragé.

On a beaucoup parlé des pétroleuses; seulement, on n'a encore produit aucun document de nature à démontrer [illegible] de l'organisation. Ce corps n'a jamais existé qu'à l'état de fantôme, hantant l'imagination des journalistes.

Ces infamies [illegible] continuent, et pas un gouvernement en Europe n'a le courage, ni même ne manifeste le désir de protester contre eux. Probablement, sans doute, les États européens partagent l'erreur du gouvernement des réactionnaires de Versailles, que la mort serait la seule solution possible des problèmes politiques et sociaux. C'est bien; mais ils jouent leur vie sur un dilemme. La violence engendre la violence; [illegible] de l'autorité brutale qui la brutalité révoltée.

FREDERICK A. MAXSE.

Lyndhurst, 10 juin 1871.

Nous ne savons quelles personnalités représentent les signatures mises au bas de cet odieux factum, et même si elles en représentent une quelconque: mais quelles qu'elles soient, elles servent de prétexte à une des actions les plus basses qui puissent être commises.

Le mépris public en fera justice.

L'ouverture de "Robespierre" sera jouée ce soir, au café Bismarck.

UN ESSAI A FAIRE.—Parmi tous les amers annoncés, il en est beaucoup qui contiennent des substances minérales: tandis que les amers du Guaco Wanata sont composés exclusivement de la substance végétale du guaco. Ces amers sont agréables au goût, toniques, et tous ceux qui en feront l'essai se convaincront de leurs qualités.

Dans les hôtels, dans les cafés, dans les restaurants, sur les bateaux à vapeur, demandez de l'AMER-PEYCHAUD et on vous en servira. Aucun bitter n'est mieux connu, aucun n'est mieux apprécié que celui-là.

LE DISCOURS DU GÉNÉRAL TROCHU.

—L'*International*, dit le *Figaro*, à propos du discours du général Trochu, a fait une révélation assez curieuse sur les engagements pris par M. Trochu quelques jours avant le 4 septembre.

A cette question posée par un des membres du cabinet: "Défendrez-vous, oui ou non, le gouvernement impérial contre l'émeute?" M. le général Trochu avait d'abord évité de répondre d'une manière directe.

A une seconde interpellation plus nette encore:

"Je suis étonné, monsieur le ministre," répondit-il, que vous posiez avec une telle insistance une question semblable à un général français. Le jour où j'ai accepté le poste de gouverneur de Paris, j'ai prévu surtout le devoir de défendre la capitale, et j'ai prévu, en même temps, qu'il pourrait arriver un jour où j'aurais le devoir de défendre le gouvernement impérial. C'est justement parce que j'ai la résolution de remplir mon devoir avec la vieille loyauté bretonne, que j'ai le droit de parler aujourd'hui comme je le fais; mais, puisque vous insistez, sachez que *le jour où la Dynastie serait menacée, je viendrai me faire tuer sur les marches des Tuileries.*"

Nous avions attendu quelques jours avant de reproduire cette note, parce que nous comptions sur une réponse du général Trochu; elle n'a point encore paru.

Le général serait, d'ailleurs, [illegible] les choses assez désagréables qui s'impriment sur son compte, et, de quelque philosophie qu'il soit doué, il doit amèrement regretter le rôle périlleux auquel l'a conduit une popularité factice. L'*Univers* le juge, ce soir, avec une sévérité polie, mais en termes à peu près définitifs:

"M. Trochu a l'honneur d'être le disciple favori de Bugeaud. Jamais Bugeaud, qui avait un sens ferme et droit, n'eût commis la série de fautes qui retombent sur la tête de son élève. Jamais Bugeaud n'eût accepté la présidence d'un gouvernement, en temps de guerre, qu'à la condition de gouverner au moins l'armée et de diriger les opérations militaires. Jamais il n'eût accepté un Rochefort pour collègue. Jamais il n'eût confié l'épée de la France à des dictateurs tels que MM. Gambetta, Glais-Bizoin et Crémieux; son bon sens et son honneur militaire se seraient révoltés à cette pensée. Jamais il n'eût permis, ni aux rebelles, ni aux gardes nationaux, d'élire leurs officiers devant l'ennemi. Et, d'abord, il n'aurait jamais exigé que les mobiles de la Seine, que Paris voulait envoyer en Algérie, fussent dirigés sur Paris, pour y donner manifestement l'exemple de l'indiscipline et du désordre. Jamais il n'eût subi, sans châtiment, les scélérats du 31 octobre."

UN BON PRÉSERVATIF.—Les amers du Guaco Wanata doivent leur réputation à la propriété qu'ils ont de guérir la diarrhée et la débilité chronique. C'est un bon préservatif du choléra; ils maintiennent la santé et donnent de la vigueur.

L'ouverture de "Robespierre" sera jouée ce soir, au café Bismarck.

—Le *Siècle* rapporte [illegible] Neuilly. [illegible]

MADAME RISTORI.—La marquise Del Grillo, autrement dit Mme Ristori, vient de signer un engagement avec le théâtre de Bucharest.

L'INTERNATIONALE.

Le *Paris-Journal* publie ce matin en tête de ses colonnes:

LE COMITÉ CENTRAL.

Le comité central s'est définitivement reconstitué vendredi, sous le nom de: COMITÉ CENTRAL DE LA FÉDÉRATION DE LA GARDE NATIONALE.

Président: [illegible]
Vice-président: Reynold, Tirard (Eugène).
Secrétaire: Rochardet.
Trésorier: Geour.

Nous espérons bien pouvoir donner demain la plus grande partie des noms des principaux membres.

Un sel parvenu, dit l'*Opinion Nationale*, [illegible]

Il paraît aujourd'hui certain que ces imprimés proviennent, non pas de Londres ou de Bruxelles, ainsi qu'on l'avait prétendu, mais bien d'une imprimerie clandestine, que l'on a vainement cherché à découvrir jusqu'ici.

Les trois individus pris en flagrant délit, interrogés par le commissaire de police à ce sujet, ont refusé de donner aucun éclaircissement. L'un d'eux a même eu l'aplomb de dire à ce magistrat:

"Vos roussins auront beau se démener, mon petit père, *ils ne chiperont pas la tirelire!*" (Ils ne découvriront pas la presse.)

Les investigations continuent.

On lit dans le *Paris-Journal*:

Ce n'est pas seulement en France que les menées de l'Internationale inquiètent le gouvernement.

En Belgique, la garnison de Bruxelles vient d'être augmentée dans la prévision d'événements possibles.

De plus le roi des Belges, voulant réagir contre les doctrines des journaux de l'Internationale, aurait décidé, de concert avec son ancien précepteur, Mgr Dechamps, archevêque de Malines, de fonder et de soutenir pécuniairement un certain nombre de journaux à bon marché destinés à éclairer les classes ouvrières.

Il faut que le danger ait paru véritablement sérieux, pour décider le roi,—qui ne passe pas pour prodigue—à un pareil sacrifice.

Dépôt général des célèbres AMERS PEYCHAUD, chez MONTEUSE & CO., pharmaciens, au coin des rues Chartres et Bienville. Dépôts particuliers dans les cafés, magasins de comestibles, groceries, chez les marchands de vin et les pharmaciens.

UNE LETTRE DU COMTE DE CHAMBORD.

M. le comte de Chambord a adressé la lettre suivante à M. de Carayon la Tour:

Le 6 juin 1871.

Je vous remercie, mon cher Carayon, des détails si complets que vous me donnez sur les sinistres événements qui viennent de s'accomplir. Ils sont la honte de l'humanité et feront l'étonnement de l'histoire. Le cœur se brise au récit de pareils attentats. Paris voyant revenir, après quatre-vingts ans, les plus mauvais jours de la Terreur, subissant pendant deux mois le joug le plus odieux; Paris menacé d'une destruction totale par des incendiaires plus spécialement acharnés contre ces incomparables monuments que l'Europe nous envie, voilà bien de quoi confondre toutes les prévisions humaines! Mais quelle admirable attitude que celle de nos officiers et de nos soldats! Quelle abnégation, quelle bravoure! [illegible] Retrempée dans l'esprit de discipline, l'armée est aussitôt rentrée en possession de toutes ses vertus militaires. Il n'est donné qu'au soldat français de se relever si vite et si bien.

La Providence devait une revanche à l'homme qui représente si complètement en France l'honneur militaire. Il a suffi à Mac-Mahon de quelques semaines pour reconstituer une armée digne de lui et de la grande cause qu'il allait servir. [illegible]

J'ai suivi avec un vif intérêt le récit que vous me faites [illegible]

Pour vous, mon cher Carayon, vous avez déposé votre vaillante épée. [illegible] Croyez à ma sincère gratitude et à ma constante affection.

HENRI.

UNE ALSACIENNE.

Les journaux de Strasbourg racontent la mort et les funérailles d'une jeune fille, dont la famille, bien connue à Strasbourg, n'a cessé de donner, pendant la guerre et le siége, les preuves d'un dévouement et d'un patriotisme admirables.

Dans la nuit du 15 au 16 juin, Mlle Adèle Riton, marchande de gants, se rendait, selon son habitude, à Kœnigshoffen, avec plusieurs dames, pour distribuer des aliments et surtout pour donner des soins aux blessés. Comme les prisonniers ne peuvent sortir des wagons, il faut y pénétrer pour leur porter secours. Au dernier moment, on avertit Mlle Riton qu'un wagon de blessés n'avait pas reçu sa quote-part. Aussitôt elle y court. Mais le train se met en mouvement, et Mlle Riton est précipitée du wagon. On ne retrouva que 100 mètres plus loin les lambeaux de son corps horriblement mutilé.

Mlle Riton et ses deux sœurs n'ont pas cessé depuis dix mois de se dévouer à nos malheureux soldats; pendant le bombardement, elles se réfugièrent dans une ambulance et trouvèrent là encore à exercer leur inépuisable bienfaisance. Elles faisaient aux mutilés des avances d'argent pour faciliter leur retour. Pour augmenter leurs ressources, elles organisaient des quêtes, des loteries. Le capitaine du "Petit-Thouars" leur adresse une lettre de sympathiques remerciements, aux sentiments de laquelle tout la ville s'associa.

On comprend alors pourquoi les funérailles de Mlle Riton ont pris les proportions d'un deuil public. L'affluence était énorme, les notabilités y assistaient, et de chaque côté de la route, les soldats français de toute arme et de tout grade avaient formé la haie; et au milieu d'eux, des blessés, des mutilés qui avaient pu apprécier la charité courageuse de la pauvre jeune fille. C'était un spectacle à la fois pénible et touchant, et il a été répandu bien des larmes vraies. Des paroles émues furent prononcées sur la tombe, et un zouave, au nom de ses compagnons d'armes, lui jeta le dernier adieu.

—Ah! monsieur, ajoutait la personne dont nous tenons ce récit, si vous saviez combien, à Strasbourg, les soldats français sont aimés, avec quelle sollicitude on les soigne, vous comprendriez que nous sommes de vrais patriotes et que jamais, jamais nous ne serons Prussiens.

Une lettre particulière qui nous est communiquée à l'instant par un de nos compatriotes de New York, complète ainsi ces tristes renseignements:

"La scène la plus émouvante de cette triste fête fut certainement le moment où nous vîmes un brave sous-officier d'artillerie, les yeux gros de larmes, lancer dans la tombe un nœud tricolore qu'il avait fièrement porté devant le cercueil et s'écrier: 'Adieu, Française!' au nom de l'armée.—*Messager Franco-Américain.*

LA RÉORGANISATION DE L'ARMÉE EN FRANCE.—On continue activement les études relatives à la réorganisation de l'armée, et chaque jour la question fait un pas. Le principe de la double existence d'une armée active et d'une armée de réserve une fois admis, il s'agissait de fixer le chiffre de l'une et de l'autre. C'est là un point de la dernière importance, sur lequel on est presque entièrement d'accord.

L'armée active se composerait dans l'avenir de 380,000 hommes, et l'armée de réserve de 800,000 hommes, ce qui nous permettrait, en cas de guerre, de mettre en ligne 1,200,000 combattants. [illegible]

[illegible]

UN SUICIDE ÉTRANGE.—[illegible]

[illegible] L'église Saint-Ambroise [illegible]

Pour ramener la transpiration arrêtée, rien ne vaut un petit verre de l'AMER-PEYCHAUD, mêlé à un peu d'eau-de-vie sucrée ou d'anisette. C'est surtout en été, qu'on se le rappelle, qu'il faut faire usage de bons amers.

DÉSINFECTANTS.—Nous recevons du Bureau de Santé la communication suivante qui s'occupe de l'importante question des désinfectants et nous la recommandons à l'attention du public:

Bureau de Santé, Nlle-Orléans, 8 juillet 1871.

Le Bureau de Santé engage les habitants de la Nlle-Orléans à ne pas épargner l'usage des désinfectants pendant les mois d'été.

Le meilleur et le moins coûteux désinfectant [illegible]

C. B. WHITE, D. M., Président du Bureau de Santé de l'État de la Louisiane.
J. C. RUSSELL, D. M., Secrétaire du Bureau.

Quel est le bitter qui a remporté le plus de prix aux grandes Foires ou Expositions des États-Unis? L'AMER-PEYCHAUD.

CHRONIQUE LOCALE.

LES WARRANTS MÉTROPOLITAINS.—Hier matin le maire et les administrateurs de ville se sont réunis pour délibérer sur ce qu'ils devaient faire à l'égard des warrants de la police métropolitaine. Il paraît que M. Beckwith, avocat du bureau de police, a exprimé la détermination de procéder contre les administrateurs et leur caution en vertu de la section de l'acte qui les force à payer en plein tous les checks métropolitains qu'ils refusent de recevoir pour taxe.

Nous apprenons que M. Walton, l'administrateur des finances, est menacé d'être destitué par M. Dunn qui se trouve gouverneur de l'État en l'absence de M. Warmoth, et en même temps président du Bureau métropolitain, c'est-à-dire fortement intéressé à faire supporter par la ville le fardeau illimité des warrants de la police. —Joli état de choses que le radicalisme nous a fait et qu'il essaye tous les jours d'aggraver de plus en plus.

UN COMMENCEMENT D'EXÉCUTION.—Le Dr. J. O. Noyes, président de la Compagnie du Canal du Golfe, a reçu hier matin, en warrants, une somme de $13,000 en paiement de travaux de terrassement faits pour le compte de la ville aux prix arbitrairement fixés par la Législature. Ainsi d'un côté, on fait payer à la ville une police qu'elle ne demande pas, et de l'autre, on lui fait payer des travaux qu'elle n'approuve pas.

LE RECORDER REMPLACÉ POSTULANT DE NOUVEAU.—On sait maintenant pourquoi l'ex-recorder Weber, du Quatrième District, ne l'emporte pas sans difficulté sur son remplaçant, nommé par M. Warmoth. Il est vrai, très vrai que M. Weber n'a pas donné sa démission; mais il est vrai aussi que chaque créature du gouverneur est obligée de déposer entre ses mains une démission en blanc [illegible]

INFECTION.—Nous publions aujourd'hui [illegible]

FEU.—Hier soir, vers les 5 heures, le feu a pris au [illegible]

PAR LE TÉLÉGRAPHE.

Dépêches confidentielles à l'Abeille.

Le ministre Washburne défendu par le "Times" de Londres.

Un projet de loi sur les conseils généraux.

Départ du comte de Chambord pour Bruges.

Un emprunt de 400 millions à Paris.

Réparation des monuments endommagés pendant le siége.

Grand banquet en l'honneur de Gambetta.

Nombre de membres de l'Assemblée y ont assisté.

L'état sanitaire de Paris se rétablit.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Londres, 8 juillet.—Le *Times* publie une lettre justifiant la conduite de M. Washburne, ministre des États-Unis, pendant le siége de Paris [illegible] en faveur des Communeux.

L'Assemblée Nationale a commencé la discussion d'une loi relative à la reconstitution des conseils généraux. Cette loi fixera la date de l'élection.

Le comte de Chambord est allé à Bruges (Belgique).

Les chemins de fer français ont fait une réduction considérable dans les prix de transport des marchandises et des passagers.

Londres, 8 juillet—Dans l'affaire Tichborne, le contre-interrogatoire du demandeur est terminé. La cour s'est ajournée au 7 novembre.

Londres, 8 juillet—On annonce que la ville de Paris émettra un emprunt de [illegible]

[illegible]

NOUVELLES DE LA JAMAÏQUE.

[illegible]

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 8 juillet—Les négociations [illegible] entre les États-Unis et la Grande Bretagne sont presque complètes.

Le décret de grâce du président Grant en faveur du bigame Bowen [illegible]

Washington, 8—Le juge R. B. Carpenter, de Charleston, a été interrogé pendant 5 heures par le comité sur les Ku-klux aujourd'hui. [illegible]

Quand j'étais candidat pour la place de gouverneur, l'année dernière, je visitai tous les comtés, [illegible]

Washington, 8—Les commissaires du service civil [illegible]

NOUVELLES DIVERSES.

Chicago, 8 juillet—Une enquête du coroner sur le corps d'un homme lynché [illegible]

New York, 8—Arrivé, le steamer Washington, de [illegible]

Boston, 8—La goélette White Swallow, de Boston [illegible]

[illegible]

MANUFACTURE [illegible] — J. Ballester, Enseigne Chartres et Bienville.

THÉODOR DANZIGER & SON, rue du Canal, entre Bourbon et Rampart. Grande Réduction.

VENEZ EXAMINER Magasin d'Habillements de G. B. GENIN, 14 Rue du Camp.

ENCORE UNE VICTOIRE!! Machine à coudre de Singer.

Société de Bienfaisance Mutuelle du Pélican.

LOGIA LIBERAL No. [illegible]

Marchandises Sèches. M. REIMAN & CO., 151 de la rue du Canal, bâtisse Touro.

Au Public. — M. Olivier Carrière. — A. Carrière & Co.

ENTREPOT DE VINS, A. BROUSSEAU & CO., 75 Rue du Camp 75.

HEBERT & Cie., Rue de Chartres. LIBRAIRIE FRANÇAISE, Papeterie, Articles de Bureaux. Papiers peints en tous genres.

Externat de Demoiselles. — EDUCATION. — Occasion Extraordinaire! VENTES Péremptoires et sans Réserve! MAGASIN STE-ANNE, "AU CHAPEAU ROUGE."

Avis. — GRAND PIC-NIC. — Jos. H. WALET & Co.

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & BEHRS. Sirops de Fruits.

Seuls Agents pour la vente du GRAND VIN CHATEAU PAPE CLÉMENT. 75 Rue du Camp 75. Vins et Whiskies, F. J. CARPENTIER.

PAVILLON DENECHAUD, AU LAC PONTCHARTRAIN. — MANDEVILLE HOTEL. — Pension à la Baie St-Louis. — HOTEL RAMBAUT, A BILOXI. — Hôtel et Restaurant WASHINGTON, AU LAC PONTCHARTRAIN. — SOURCES DE BLADON.

Tirage de la Loterie de l'État de la Louisiane. [illegible]

Grand Sacrifice! AUX CENT MILLE PALETOTS. Bon marché sans précédent. MICHEL LION.

$50,000 de Linge Fait. — Geo. McGIBBON & Co, 141 rue du Canal 141.

Changement de Cabinet. — Avis. — En Débarquement. — SPÉCIALITÉS FRANÇAISES Reçues par les derniers arrivages du Havre.

CAZAUX & VERGNOLE, IMPORTATEURS, VINS, LIQUEURS, &c., FABRICANTS DE SIROPS.

Pour Bordeaux via Liverpool. — Pour Rouen, France. — JULIUS LOEFFLER. — Commission de Réclamations. — Mme Docteur BONOMO.